



PRÉFET DU LOT

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**SPECIAL N ° 49 - JUILLET 2014**

# SOMMAIRE

## 46 - Préfecture du Lot

### Direction des Relations avec les Collectivités et le Public

Arrêté N °2014196-0001 - Arrêté préfectoral N ° BINUR/2014/122 relatif à l'épreuve cycliste « GRAND PRIX DES COMMERCANTS ET ARTISANS DE GOURDON » le 20 juillet 2014	1
Arrêté N °2014197-0002 - Arrêté préfectoral N °BINUR/2014/123 relatif à l'épreuve cycliste « PRIX DES FETES DU ROC » le 27 juillet 2014	6
Arrêté N °2014197-0003 - Arrêté préfectoral N °BINUR/2014/124 portant autorisation de l'épreuve pedestre dénommée « TRAIL DE CEOU » organisée le 27 juillet 2014	11





PRÉFET DU LOT

## **Arrêté n °2014196-0001**

**signé par**

**Le chef du bureau de l'identité, de la nationalité et des usagers de la route de la préfecture du Lot**

**le 15 Juillet 2014**

**46 - Préfecture du Lot  
Direction des Relations avec les Collectivités et le Public  
Bureau de l'identité, de la nationalité et des usagers de la route**

Arrêté préfectoral N ° BINUR/2014/122 relatif  
à l'épreuve cycliste « GRAND PRIX DES  
COMMERCANTS ET ARTISANS DE  
GOURDON » le 20 juillet 2014

PREFET DU LOT

ARRETE N° BINUR/2014/ 122  
RELATIF A L'EPREUVE CYCLISTE «GRAND PRIX DES COMMERCANTS ET  
ARTISANS DE GOURDON »  
LE 20 JUILLET 2014

**Le Préfet du LOT,**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur,*  
*Officier de l'ordre National du Mérite*

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2215-1, L. 3221-4 et L. 3221-5 ;

VU le Code de la Route et notamment les articles L. 411-1 à L. 411-7, R. 221-16 à R.221-18, R. 411-10 et R. 411-29 à R.411-32 ;

VU le Code du Sport et notamment les articles L. 332-1, R. 331-4, R. 331-6 à R. 331-17 et A. 331-2 à A. 331-15 ;

VU le décret 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, l'arrêté ministériel du 20 décembre 2010 portant interdiction de certaines routes aux concentrations et manifestations sportives et l'arrêté ministériel du 20 décembre 2013 portant interdiction des routes à grande circulation aux concentrations et manifestations sportives à certaines périodes de l'année 2014 ;

VU le dossier de demande d'organisation d'une course cycliste présentée par l'association « Gourdon Cyclisme », en date du 19 mai 2014 ;

VU les avis favorables émis par les services consultés ;

VU les mesures de sécurité prévues par les organisateurs dans leur demande ;

VU la liste des signaleurs agréés et le plan de l'épreuve ci-annexés ;

VU la police d'assurance souscrite par les organisateurs auprès de la compagnie VERSPIEREN ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général, pris conjointement avec le Maire de Gourdon, en date du 04 juillet 2014, portant réglementation de la circulation sur la route départementale n° 673 et n° 12 ;

**Considérant** que les organisateurs de l'épreuve, solidairement engagés, déchargent expressément l'Etat, le Département, les Communes et leurs représentants de toute responsabilité civile en ce qui concerne tous les risques éventuels et notamment les conséquences des dommages qui pourraient être causés aux personnes et aux biens par le fait, soit de l'épreuve, soit des essais, soit d'un accident survenu au cours de l'épreuve ;

**Considérant** que l'organisateur s'engage à prendre à sa charge les frais de service d'ordre exceptionnel mis en place pour le déroulement de cette épreuve et à assurer la réparation des dommages, dégradations, modifications de toutes natures de la voie publique ou des ses dépendances imputables aux concurrents, aux organisateurs ou à leur préposés ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du LOT,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'Association dénommée « Gourdon Cyclisme » est autorisée à organiser une course cycliste, le dimanche 20 juillet 2014 sur le territoire de la commune de GOURDON :

**Itinéraire : Commune de GOURDON.**

Circuit de 9,8 km à couvrir 3 fois, soit 29,4 km (Minimes, féminines minimes et cadettes).

Circuit de 9,8 km à couvrir 6 fois, soit 58,8 km (Cadets).

Circuit de 9,8 km à couvrir 8 fois, soit 78,4 km (Séniors, 2°, 3° ? Juniors, Pass).

**ARTICLE 2** - Les concurrents respecteront les règles du Code de la Route.

- les organisateurs assureront eux-mêmes le service d'ordre et prendront toutes les mesures de sécurité nécessaires au bon déroulement de la manifestation sur l'ensemble du circuit en plaçant un nombre suffisant de signaleurs,
- les signaleurs désignés et agréés en annexe du présent arrêté seront identifiables par les usagers de la route au moyen d'un brassard marqué « course ». Ils seront en possession d'une copie de cet arrêté, d'un panneau « K.10 » et d'un gilet de haute visibilité, afin d'assurer la circulation et présents au moins un quart d'heure avant le passage du premier concurrent et une demi-heure au plus après le passage du dernier concurrent.
- Présence de signaleurs aux intersections et le long des RD 1, 39 et 673 et des voies ouvertes à la circulation publique.
- L'organisateur informera les usagers des RD par la mise en place d'un panneau signalant l'épreuve de part et d'autres du tronçon emprunté par les concurrents.

**ARTICLE 3** - L'exécution des dispositions ci-dessus sera vérifiée avant l'épreuve et en présence du Maire ou d'un représentant de la commune concernée, par les services de la Gendarmerie Nationale, qui pourront prendre toutes les mesures de sécurité qui s'avèreraient nécessaires et même, le cas échéant, interdire le déroulement de l'épreuve, notamment en cas d'alertes météorologiques.

**ARTICLE 4** - L'organisateur devra s'assurer, conformément à l'article L.231-3 du code du sport, de la présentation par les participants d'une licence sportive portant attestation de la délivrance d'un certificat médical mentionnant l'absence de contre-indication à la pratique sportive du cyclisme en compétition ou pour les non-licenciés, si cette manifestation leur est ouverte, à la présentation de ce seul certificat qui doit dater de moins d'un an.

**ARTICLE 5** - Le jet sur la voie publique de prospectus, journaux, imprimés, tracts, échantillons ou produits quelconques, soit par les accompagnateurs, soit par tout autre personne, est interdit sous peine des sanctions prévues par le Code Pénal, sans préjudice des poursuites qui pourraient être intentées en cas d'accidents.

**ARTICLE 6** : Les organisateurs s'engagent à prendre en charge les frais de service d'ordre exceptionnellement mis en œuvre à l'occasion du déroulement de l'épreuve et à assurer la réparation des dommages, dégradations de toute nature de la voie publique ou de ses dépendances imputables aux concurrents, aux organisateurs ou à leurs préposés.

**ARTICLE 7** - L'apposition sur les panneaux ou supports de panneaux de la signalisation routière, de toute affiche, marque ou inscription, ayant notamment pour but de jalonner le parcours de la course est interdite.

- Au cas où les organisateurs utiliseraient le marquage des voies publiques, ce marquage provisoire devra avoir disparu soit naturellement, soit par leurs soins, au plus tard 24 heures après le passage de la course.

**ARTICLE 8** - Par dérogation à l'arrêté préfectoral du 02 décembre 2009, les organisateurs sont autorisés à utiliser sur la voie publique des appareils et des dispositifs de diffusion sonore par haut-parleur à l'occasion de la manifestation sportive.

**ARTICLE 9** - Le Secrétaire Général de la Préfecture du Lot, le Sous-Préfet de Gourdon, le maire de GOURDON, le Commandant du groupement de la gendarmerie du Lot, le Directeur départemental des territoires du Lot, la Directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Lot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Lot, et qui sera transmis à M.Philippe CARRIE, responsable de la manifestation.

Conformément à l'article R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois courant à compter de sa notification.

A Cahors, le 15 juillet 2014

Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau,

Signé :

Michel BATS



# Circuit Grand Prix des Commerçants et Artisans GOURDON



Données cartographiques ©2013 Google



**GOURDON CYCLISME****Liste des signaleurs**

<b>NOM</b>	<b>PRENOM</b>	<b>Né le</b>	<b>N° Permis</b>
BALMES	Denis	09/02/1997	901046100336
BALMES	Dominique	10/05/1968	860746100156
BALMES	Gérard	01/01/1946	129317
BERNARD	Raymond	26/10/1937	75-599828
CAMBOU	Bernard	15/02/1948	7959
DAURIAC	Bernard	02/07/1957	761031310117
DELFOUR	Bernard	23/03/1975	66388
FLORANTY	Jean	04/08/1991	70846100130
FLORANTY	Jean Pierre	16/10/1955	780946105028
GRIMAUULT	Jacques Antoine	02/10/1939	58127
GUIBAL	Guy	09/12/1987	40146100144
GUIBAL	Pierre	24/06/1966	840346100192
JARDIN	Didier	01/03/1962	800746100156
LABORIE	Michel	01/05/1940	61933
LAPLANCHE	Bernard	03/12/1937	55561
LIARSOU	Gérard	12/06/1946	76646
MARTIN	Eric	30/06/1970	891246100115
MOULENE	Valentin	20/11/1993	100646100057
RAMES	André	18/03/1951	920047046
RAMES	Roger	28/12/1949	82680
VALET	Christian	16/04/1941	63343
VIALLE	Guy	09/08/1944	81128
VIBOUD	Henri	08/11/1932	37815

**GOURDON CYCLISME**  
Café - Restaurant LE BELLEVUE  
63 Bvd des Martyrs  
46300 GOURDON  
gourdoncyclisme@free.fr





PRÉFET DU LOT

## **Arrêté n °2014197-0002**

**signé par**

**Le chef du bureau de l'identité, de la nationalité et des usagers de la route de la préfecture du Lot**

**le 16 Juillet 2014**

**46 - Préfecture du Lot  
Direction des Relations avec les Collectivités et le Public  
Bureau de l'identité, de la nationalité et des usagers de la route**

Arrêté préfectoral N °BINUR/2014/123 relatif  
à l'épreuve cycliste « PRIX DES FETES DU  
ROC » le 27 juillet 2014

PREFET DU LOT

ARRETE N° BINUR/2014/ 123  
RELATIF A L'EPREUVE CYCLISTE « PRIX DES FETES DU ROC »  
LE 27 JUILLET 2014

**Le Préfet du LOT,**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur,*  
*Officier de l'ordre National du Mérite*

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2215-1, L. 3221-4 et L. 3221-5 ;

VU le Code de la Route et notamment les articles L. 411-1 à L. 411-7, R. 221-16 à R.221-18, R. 411-10 et R. 411-29 à R.411-32 ;

VU le Code du Sport et notamment les articles L. 332-1, R. 331-4, R. 331-6 à R. 331-17 et A. 331-2 à A. 331-15 ;

VU le décret 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, l'arrêté ministériel du 20 décembre 2010 portant interdiction de certaines routes aux concentrations et manifestations sportives et l'arrêté ministériel du 20 décembre 2013 portant interdiction des routes à grande circulation aux concentrations et manifestations sportives à certaines périodes de l'année 2014 ;

VU le dossier de demande d'organisation d'une course cycliste présentée par l'association « Souillac Cyclisme », en date du 27 mai 2014 ;

VU l'arrêté du Maire de LE ROC, en date du 23 juin 2014, portant réglementation de la circulation sur les voies communales 102 et 202 ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général, en date du 11 juillet 2014, pris conjointement avec le Maire de LE ROC et LANZAC, portant réglementation de la circulation sur les départementales n° 43 et 255 ;

VU les avis favorables émis par les services consultés ;

VU les mesures de sécurité prévues par les organisateurs dans leur demande ;

VU la liste des signaleurs agréés et le plan de l'épreuve ci-annexés ;

VU la police d'assurance souscrite par les organisateurs auprès de la compagnie APAC Assurances ;

**Considérant** que les organisateurs de l'épreuve, solidairement engagés, déchargent expressément l'Etat, le Département, les Communes et leurs représentants de toute responsabilité civile en ce qui concerne tous les risques éventuels et notamment les conséquences des dommages qui pourraient être causés aux personnes et aux biens par le fait, soit de l'épreuve, soit des essais, soit d'un accident survenu au cours de l'épreuve ;

**Considérant** que l'organisateur s'engage à prendre à sa charge les frais de service d'ordre exceptionnel mis en place pour le déroulement de cette épreuve et à assurer la réparation des dommages, dégradations, modifications de toutes natures de la voie publique ou des ses dépendances imputables aux concurrents, aux organisateurs ou à leur préposés ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du LOT,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'Association dénommée « Souillac Cyclisme » est autorisée à organiser une course cycliste, le 27 juillet 2013 sur le territoire des communes de LANZAC et LE ROC :

**Itinéraire :** Départ / Arrivée : Commune de LE ROC.  
Circuit de 8 km à couvrir de 4 à 11 fois selon les catégories (maxi 90 km)

**ARTICLE 2** - Les concurrents respecteront les règles du Code de la Route.

- les organisateurs assureront eux-mêmes le service d'ordre et prendront toutes les mesures de sécurité nécessaires au bon déroulement de la manifestation sur l'ensemble du circuit en plaçant un nombre suffisant de signaleurs,
- les signaleurs désignés et agréés en annexe du présent arrêté seront identifiables par les usagers de la route au moyen d'un brassard marqué « course ». Ils seront en possession d'une copie de cet arrêté, d'un panneau « K.10 » et d'un gilet de haute visibilité, afin d'assurer la circulation et présents au moins un quart d'heure avant le passage du premier concurrent et une demi-heure au plus après le passage du dernier concurrent.
- Présence de signaleurs aux intersections et le long des RD43 et 255 et des voies ouvertes à la circulation publique.
- L'organisateur informera les usagers des RD par la mise en place d'un panneau signalant l'épreuve de part et d'autres du tronçon emprunté par les concurrents.

**ARTICLE 3** - L'exécution des dispositions ci-dessus sera vérifiée avant l'épreuve et en présence du Maire ou d'un représentant de la commune concernée, par les services de la Gendarmerie Nationale, qui pourront prendre toutes les mesures de sécurité qui s'avèreraient nécessaires et même, le cas échéant, interdire le déroulement de l'épreuve, notamment en cas d'alertes météorologiques.

**ARTICLE 4** - L'organisateur devra s'assurer, conformément à l'article L.231-3 du code du sport, de la présentation par les participants d'une licence sportive portant attestation de la délivrance d'un certificat médical mentionnant l'absence de contre-indication à la pratique sportive du cyclisme en compétition ou pour les non-licenciés, si cette manifestation leur est ouverte, à la présentation de ce seul certificat qui doit dater de moins d'un an.

**ARTICLE 5** - Le jet sur la voie publique de prospectus, journaux, imprimés, tracts, échantillons ou produits quelconques, soit par les accompagnateurs, soit par tout autre personne, est interdit sous peine des sanctions prévues par le Code Pénal, sans préjudice des poursuites qui pourraient être intentées en cas d'accidents.

**ARTICLE 6** : Les organisateurs s'engagent à prendre en charge les frais de service d'ordre exceptionnellement mis en œuvre à l'occasion du déroulement de l'épreuve et à assurer la réparation des dommages, dégradations de toute nature de la voie publique ou de ses dépendances imputables aux concurrents, aux organisateurs ou à leurs préposés.

**ARTICLE 7** - L'apposition sur les panneaux ou supports de panneaux de la signalisation routière, de toute affiche, marque ou inscription, ayant notamment pour but de jalonner le parcours de la course est interdite.

- Au cas où les organisateurs utiliseraient le marquage des voies publiques, ce marquage provisoire devra avoir disparu soit naturellement, soit par leurs soins, au plus tard 24 heures après le passage de la course.

**ARTICLE 8** - Par dérogation à l'arrêté préfectoral du 02 décembre 2009, les organisateurs sont autorisés à utiliser sur la voie publique des appareils et des dispositifs de diffusion sonore par haut-parleur à l'occasion de la manifestation sportive.

**ARTICLE 9** - Le Secrétaire Général de la Préfecture du Lot, le Sous-Préfet de Gourdon, le maire de LE ROC et LANZAC, le Commandant du groupement de la gendarmerie du Lot, le Directeur départemental des territoires du Lot, la Directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Lot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Lot, et qui sera transmis à Mme Maryse DARNIS, responsable de la manifestation.

Conformément à l'article R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois courant à compter de sa notification.

A Cahors, le 16 juillet 2014

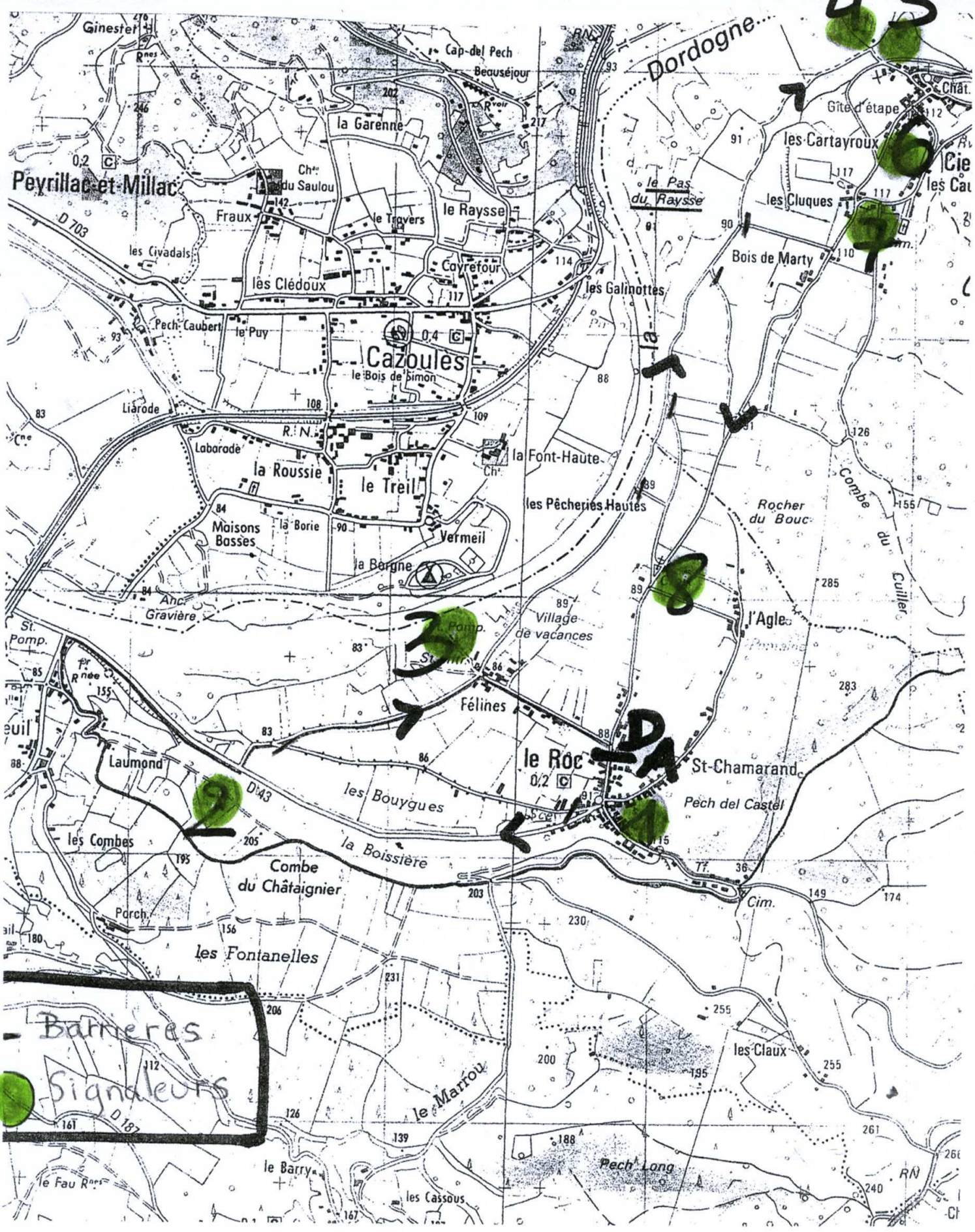
Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau,

Signé :

Michel BATS



45





Course du Roc 27 juillet 2014

PREFECTURE DU LOT

27 MAI 2014

ARRIVE LE :

NOM	Prénom	Né le	Lieu de naissance	Adresse	N° du permis
BARBE	Thierry	10/06/1969	Brive -19	rue du maquis Souillac	871246100089
DARNIS	Christophe	30/12/1967	Gourdon-46	Souillac 46200	840446100053
DELPY	Charles	24/02/1957	Le Roc	Le Roc-46200	106492
DELPY	Maurice	17/09/1951	Gourdon-46	Le Roc-46200	88302
DESCAMPS	Michel	16/01/1944	Croix (nord)	Le Roc 46200	802066
HENRY née Moncel	Chantal	22/01/1953	Enghein les bains	Le Roc 46200	820995220586
JARDEL	Stéphane	11/05/1975	Sarlat-24	Le Roc 46200	921246100191
JARDEL	Jacques	03/06/1948	Le Roc	Le Roc 46200	76381
LASCOUX	J-Pierre	07/09/1951	Lachapelle Auzac	Lamothe Timbergues 46200	89671
MARTY	André	08/07/1944	Le Roc	Le Roc 46200	69553
TRON	Joseph	04/05/1938	Martinique	Souillac 46200	SY97724





PRÉFET DU LOT

## **Arrêté n °2014197-0003**

**signé par**

**Le chef du bureau de l'identité, de la nationalité et des usagers de la route de la préfecture du Lot**

**le 16 Juillet 2014**

**46 - Préfecture du Lot  
Direction des Relations avec les Collectivités et le Public  
Bureau de l'identité, de la nationalité et des usagers de la route**

Arrêté préfectoral N °BINUR/2014/124  
portant autorisation de l'épreuve pédestre  
dénommée « TRAIL DE CEOU » organisée le  
27 juillet 2014



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU LOT

**ARRÊTÉ BINUR/2014/ 124  
PORTANT AUTORISATION DE L'ÉPREUVE PEDESTRE DENOMMEE « TRAIL DE CÉOU »  
ORGANISEE LE 27 JUILLET 2014**

**Le Préfet du LOT,**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur,*  
*Officier de l'ordre National du Mérite,*

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2215-1 ;

VU le Code de la Route et notamment ses articles R.411-8, R.411-29 à 32, R.418.1 à 9 ;

VU le Code du Sport et notamment ses articles R.331-6 à R.331-17 et A.331-2 à A.331-15 ;

VU le décret 2009-615 du 3 juin 2009 modifié, l'arrêté ministériel du 20 décembre 2010 portant interdiction de certaines routes aux concentrations et manifestations sportives et l'arrêté ministériel du 20 décembre 2013 portant interdiction des routes à grande circulation aux concentrations et manifestations sportives à certaines périodes de l'année 2014 ;

VU le dossier de demande d'organisation d'une course pédestre sur voie publique avec classement, dénommée « Trail de Céou » présenté par l'Association « AC Gigouzac/Saint-Germain » en date du 30 janvier 2013 ;

VU l'arrêté du président du Conseil Général, en date du 04 juillet 2014, réglementant la circulation sur la route départementale n° 23 ;

VU les avis favorables émis par les services consultés ;

VU les mesures de sécurité prévues par les organisateurs dans leur demande ;

VU la liste des signaleurs agréés et les plans de l'épreuve ci-annexé ;

VU la police d'assurance souscrite par les organisateurs auprès de la Société d'assurance GROUPAMA ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du LOT,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'Association « AC Gigouzac/Saint-Germain » est autorisée à organiser une course pédestre dénommée « Trail de Céou », le 27 juillet 2014 sur le territoire de la commune de SAINT GERMAIN DU BEL AIR.

Itinéraire : 1 Circuit de 11 km et un circuit de 18 km selon les plans annexés.

Départ et arrivée de la course – commune de SAINT GERMAIN DU BEL AIR.

**ARTICLE 2** : Les organisateurs placeront par ailleurs sur l'ensemble du circuit un nombre suffisant de signaleurs.

Les signaleurs désignés et agréés en annexe du présent arrêté seront identifiables par les usagers de la route au moyen d'un brassard marqué « course ». Ils seront en possession d'une copie de cet arrêté, d'un panneau K.10 et d'un gilet de haute visibilité, afin d'assurer la circulation et présents au moins un quart d'heure avant le passage du premier concurrent et une demi-heure au plus après le passage du dernier concurrent.

Une attention particulière sera portée aux intersections avec les voies ouvertes à la circulation, en particulier la RD 23 et 17.

**ARTICLE 3** : L'exécution des dispositions ci-dessus pourra être vérifiée avant l'épreuve et en présence du maire ou d'un représentant des communes concernées, par les services de la Gendarmerie, qui pourront prendre toutes les mesures de sécurité qui s'avèreraient nécessaires et même, le cas échéant, interdire le déroulement de l'épreuve.

**ARTICLE 4** : Les organisateurs devront prendre toutes les mesures de sécurité préalables nécessaires au bon déroulement de la manifestation. Ces mesures seront notamment adaptées à la longueur et aux difficultés du parcours et aux conditions météorologiques prévisibles.

Les participants non titulaires d'une licence sportive de la Fédération Française d'Athlétisme devront présenter un certificat médical attestant l'absence de contre indication à la pratique de la course à pied en compétition datant de moins d'un an.

**ARTICLE 5** : Les organisateurs s'engagent à prendre en charge les frais de service d'ordre exceptionnellement mis en œuvre à l'occasion du déroulement de l'épreuve et à assurer la réparation des dommages, dégradations de toute nature de la voie publique ou de ses dépendances imputables aux concurrents, aux organisateurs ou à leurs préposés.

**ARTICLE 6** : Le jet sur la voie publique de prospectus, journaux, imprimés, tracts, échantillons ou produits quelconques, soit par les accompagnateurs, soit par tout autre personne, est interdit sous peine des sanctions prévues par le Code Pénal, sans préjudice des poursuites qui pourraient être intentées en cas d'accidents.

**ARTICLE 7** : L'apposition sur les panneaux ou supports de panneaux de la signalisation routière, de toute affiche, marque ou inscription, ayant notamment pour but de jalonner le parcours de la course, est interdite.

➤ Au cas où les organisateurs utiliseraient le marquage des voies publiques, ce marquage provisoire devra avoir disparu soit naturellement, soit par leurs soins, au plus tard 24 heures après le passage de la course.

**ARTICLE 8** : Par dérogation à l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2009, les organisateurs sont autorisés à utiliser sur la voie publique des appareils et des dispositifs de diffusion sonore par haut-parleur à l'occasion de la manifestation sportive.

**ARTICLE 9** : Le Secrétaire Général de la Préfecture du LOT, le maire de SAINT GERMAIN DU BEL AIR, le Commandant du groupement de gendarmerie du Lot, le Directeur départemental des territoires du Lot, la Directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Lot, et dont un exemplaire original sera transmis à Madame Ghislaine PAVARD, domiciliée « Taillade » 46310 SAINT GERMAIN DU BEL AIR, responsable de la manifestation.

Conformément à l'article R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois courant à compter de sa notification.

A Cahors, le 16 juillet 2014

Pour le Préfet,  
Le Chef de bureau,

Signé :

Michel BATS



**S** 364  
SIGNALEUR  
354

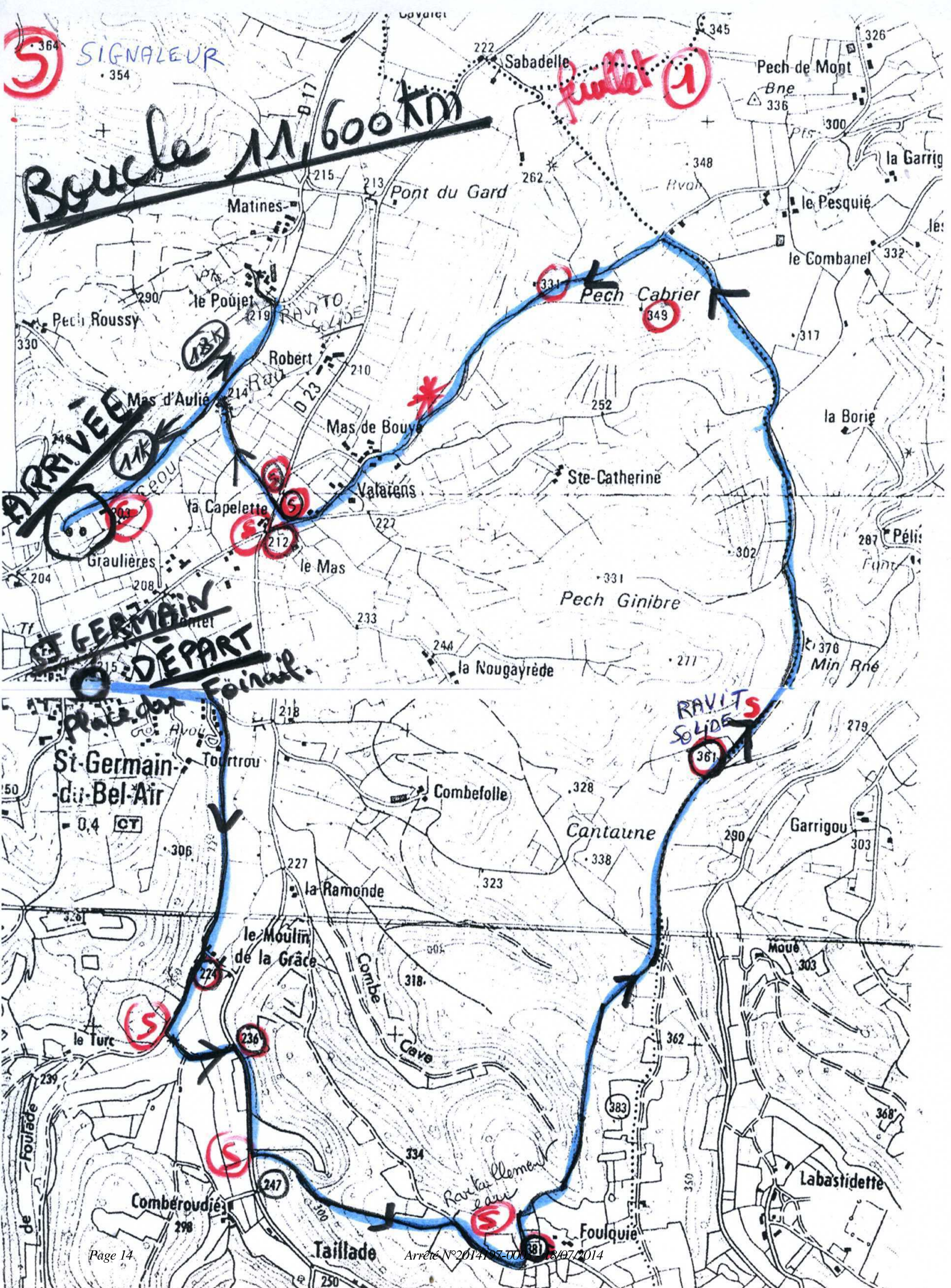
**Boucle 11,600 km**

**feuille 1**

**ARRIVEE**  
**14K**

**ST GERMAIN**  
**DÉPART**  
**Foinard**

**RAVIT SOLIDE S**









## LISTE DES SIGNALEURS A AGRÉER

NOM -Prénom Nom de jeune fille éventuellement	Date De naissance	Adresse	Numéro Du Permis de conduire
PARDES Daniel	17/06/1937	mechmont	900 34610718
Delays Claude	20/10/1939	Gigouzac	342 93
Molinie Romuald	02/02/1978	Gigouzac	9703 3130139
Amelin Joseph	28/05/1933	St Chamand	474413
Bertrand Claude	17/01/1954	Gigouzac	A80588
Pavaud Justac	07/01/1956	St Germain	15634 8
Gendreau Daniel	13/08/1938	Craussac	947288647
VIALARD Aude	09/10/1985	St Germain	020146100316
LHERM Kristiane	18/06/1963	St Chamand	810346100283
VIALARD Céline	08/11/1987	St Germain	